

Communiqué de presse - Publication du cinquième Avis annuel de la Fondation IDEA asbl

« 2018 : L'Élue? »

IDEA vient de publier son Avis annuel, intitulé : « 2018 : l'Élue ? ». Après un tour d'horizon de la conjoncture internationale, le document revient (fin de législature oblige) sur le « bilan socio-économique » de la période 2013-2017. Pour son premier Avis annuel d'année électorale législative, IDEA a également souhaité prendre rendez-vous avec le Grand-duché de 2023 pour lui poser cinq questions. Enfin, la partie thématique de l'Avis annuel 2018 propose une analyse dépassionnée, dite « input / output » des recettes et des dépenses publiques au Luxembourg.

Conjoncture internationale : une reprise confortablement installée

L'activité économique mondiale se caractérise par une reprise désormais bien installée et plutôt généralisée, une inflation qui reprend lentement, un commerce mondial en hausse et une situation de l'emploi qui s'améliore. **Une bonne situation qui demeure nuancée par une série de points de vigilance** : le fonctionnement du commerce international (relents protectionnistes), la montée des inégalités, les conditions du retour de l'inflation (fin des politiques monétaires expansionnistes ?), la résilience des économies dans un contexte d'endettement élevé, les évolutions démographiques, pour ne citer que les principaux.

La **zone euro** n'échappe pas (plus ?) à la dynamique d'expansion économique, une performance bienvenue pour adresser ses principaux défis: combler d'importantes disparités territoriales, rattraper les retards accumulés en matière d'investissements et poursuivre l'approfondissement de l'Union Economique et Monétaire, malgré les voix dissonantes en son sein, dans un contexte politique caractérisé par une montée du populisme.

2013-2017 : félicité économique luxembourgeoise

La législature qui s'achève aura finalement coïncidé avec une période de félicité économique, dont les trois principaux marqueurs sont une **croissance économique annuelle moyenne de 3,5%**, une **embellie sur le marché du travail** ainsi qu'une amélioration de la situation des **finances publiques** (croissance des recettes publiques de 4% par an et des dépenses de 3,5%, hausse du taux d'investissement public).

Sur la période, la croissance s'est ressentie dans **la plupart des grands secteurs de l'économie luxembourgeoise**, tant en termes de valeur ajoutée que d'emploi. Parmi les principales progressions de la valeur ajoutée (en %), l'on peut citer les TIC, les services administratifs et de soutien, la logistique et les activités scientifiques et techniques.

Porté par cette expansion économique, le **marché du travail** affiche également des performances notables, avec la création nette de plus de 11.000 emplois chaque année (+2,9% par an en moyenne), dont 51% ont été pourvus par des non-résidents. **Un nouveau frontalier sur 7 a par ailleurs la nationalité luxembourgeoise**. Enfin, le reflux graduel du chômage se caractérise par des évolutions contrastées selon les différentes catégories de demandeurs d'emploi.

Dans ces conditions, le **Luxembourg demeure un « safe harbour » très attractif** comme en témoignent ses performances démographiques. Le solde migratoire tire l'évolution générale de la

population qui s'est enrichie de « 97.000 âmes » supplémentaires en une décennie (2006-2016) avec 213.000 nouveaux arrivants mais aussi 116.000 « partants ».

Cinq questions auxquelles nous souhaiterions pouvoir répondre « Cinq fois oui ! » / Fénnef mol Jo ! » en 2023

Si la législature actuelle a pu bénéficier d'une vraie période de félicité économique, il n'en demeure pas moins que le pays se transforme rapidement et qu'il devra adresser de nombreux défis sur le court, moyen et le long terme. Aussi, pour que nous puissions répondre par la positive à nos interrogations, la prochaine législature, quelle que soi(en)t sa (ses) couleur(s), devra saisir cette fenêtre de prospérité pour accompagner le pays dans les transformations dont il a(ura) besoin. Autant de chantiers qui seront surveillés de près par IDEA dans les cinq prochaines années.

1. L'économie luxembourgeoise a-t-elle trouvé de nouvelles niches de croissance ?
2. Le pays se classe-t-il parmi les « leaders de l'innovation » européens ?
3. Le « modèle socio-économique » est-il adapté aux enjeux de la croissance démographique ?
4. Croissance inclusive : les inégalités ont-elles baissé tant sur le plan social qu'économique ?
5. La transition écologique « à la luxembourgeoise » est-elle définie et engagée ?

« Input-output » des finances publiques : que paie-t-on, pour quoi ?

L'Etat nous étouffe, la pression fiscale est excessive, les dépenses publiques sont trop faibles ou trop élevées : les déclarations sont légion en ce qui concerne le rôle des Administrations publiques, mais une « *vision d'ensemble* » fait souvent défaut. C'est pourquoi nous avons fait le point à travers une analyse dépassionnée, dite « *input / output* » des recettes et des dépenses publiques au Luxembourg.

Un premier aspect abordé concerne les **recettes** (« *inputs* »), avec une mise en garde contre des jugements du type « *Vous travaillez jusqu'à la fin mai uniquement pour l'Etat* ». Les prélèvements publics ne sont en effet **nullement des pertes sèches pour les citoyens, bien au contraire** comme l'établit un survol des diverses activités publiques (« *outputs* »).

Cette revue détaillée des dépenses, véritable caléidoscope, montre qu'en comparaison internationale **les dépenses publiques par habitant paraissent souvent élevées au Luxembourg**, dans une proportion allant souvent pratiquement du simple au double. Est-ce à dire qu'il conviendrait de réduire les dépenses publiques de 40 à 50% ? Non. Il s'agit plus modestement d'initier un « **bilan général** » prenant en compte tous les aspects de la problématique. Des dépenses publiques élevées peuvent être le reflet d'un manque de rigueur dans la gestion des fonds. Elles peuvent à l'inverse résulter de priorités politiques ou de facteurs économiques parfaitement objectivables.

Un tel processus de réflexion devrait être lancé dès que possible, préalable à un plan d'action en 5 éléments : (i) Une meilleure identification des **domaines prioritaires de l'action publique** ; (ii) Considérer les moyens publics non comme une fin en soi, mais comme un **moyen vers de meilleurs résultats** en termes de cohésion sociale, d'égalité des chances et de bien-être ; (iii) **Une pratique de gestion plus « cohérente dans le temps »**, intégrant notamment les défis démographiques à venir ; (iv) Etudier les opportunités de **coopération entre les Administrations publiques et le secteur privé** dans la mise en œuvre de certaines activités de l'Etat et (v) Des Administrations publiques intégrant pleinement, au cœur même de leurs activités, **les acquis de la « révolution numérique »**.

L'enjeu est d'importance. Pour rappel, les dépenses publiques sont de l'ordre de 30.000 euros par an et par habitant...

L'Avis annuel 2018 est disponible sur le site <http://www.fondation-idea.lu>
Contact e-mail : info@fondation-idea.lu ; T : 42 39 39 - 486